



De la même façon, sans remettre en cause la spécificité de la BRB, une partie de l'instruction peut être mutualisée avec celle des équipes d'observation, notamment pour ce qui concerne les RASIT, ce qui n'est pas superflu en période de recherche d'économies d'échelle. L'intégration des équipes qui composent la BRB au sein des groupements d'artillerie permet également de tester le traitement des objectifs en boucle courte. Il faut cependant veiller à préserver la mission première de cette unité créée *ex nihilo* en 2008 – la recherche du renseignement !

Polyvalence et flexibilité

Simultanément, le 11^{ème} de Marine a récemment perçu un nouveau système d'arme, le CAESAR. Vont donc coexis-

ter au sein d'une même formation, des unités de combat différenciées et des matériels variés exigeant des compétences spécifiques. Ces dernières exigent bien évidemment une spécialisation poussée, mais afin d'optimiser leur emploi et le potentiel global du régiment pour répondre aux exigences opérationnelles croissantes, la polyvalence est incontournable. Elle conditionne la flexibilité qu'impose le format réduit de l'actuel modèle de forces.

Les solutions sont relativement simples – en théorie – et découlent du bon sens : recherche de synergies inter-domaines comme décrit précédemment, maîtrise de tous les systèmes d'arme au sein d'un même domaine, sans oublier la densification d'un panel de compétences toutes armes en concordance avec les standards exigés par les engagements les plus violents. Tous,

quels que soient le grade et la fonction tenue, n'exercent que le métier de soldat – des Troupes de Marine en l'occurrence – avant d'être pointeur CAESAR, opérateur RASIT ou servant MISTRAL !

Cette vision simple et mobilisatrice est un gage de succès pour relever les multiples défis imposés par les réformes. Elle conditionne la manœuvre RH interne qui permettra d'être présent au rendez-vous en dépit d'un contexte contraignant. Autrement dit et pour paraphraser l'Écclésiaste : *Rien de nouveau sous le soleil !*

Colonel François GOGUENHEIM
Chef de corps du 11^{ème} RAMa

Retex

Retour sur les événements du tribunal de Mitrovica, le 17 mars 2008

Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, le 17 février, la communauté Serbe du Nord du Kosovo résiste. La légitimité de l'intervention internationale est contestée jusqu'au sein du conseil de sécurité où l'action de la KFOR est remise en cause. Le 17 mars, après une série de provocations, la MINUK¹ décide de réagir et de reprendre le contrôle du tribunal de Mitrovica occupé par des émeutiers. Le bataillon français reçoit pour mission d'isoler l'enceinte pendant l'intervention des policiers internationaux, puis d'assurer la protection du bâtiment après leur retrait.

La mission est complexe. Une manifestation importante est prévue à cette date anniversaire des frappes de l'OTAN. La coordination est difficile

à établir en raison de dissensions internes à la MINUK et de sa défiance vis-à-vis de la KFOR. Enfin, la zone est de taille très réduite et enclavée au milieu d'immeubles d'habitation. Elle sera saturée d'emblée par les véhicules des policiers.

Au regard des forces disponibles, l'idée de manœuvre est donc de sécuriser très solidement un périmètre réduit puis, une fois l'action principale terminée et l'espace libéré, de renforcer rapidement le dispositif avant que la population ne se rassemble.

La situation va se dégrader par la conjonction de 3 phénomènes : les délais pris par la MINUK, le regroupement très rapide de la foule mais surtout l'emploi de grenades à fragmentation par les émeutiers.

L'enchevêtrement des véhicules ralentit considérablement tout mouvement et les munitions à létalité réduite viennent rapidement à manquer, permettant à la foule de s'approcher au plus près pour lancer ses pierres et ses grenades.

La situation sera rétablie lorsque le BATFRA prendra la main sur les troupes de la MINUK pour coordonner la défense du site et organiser leur évacuation de la zone afin de pouvoir faire arriver les renforts.



¹ Mission des Nations Unies au Kosovo

Le CDEF vous informe (DREX)

La Tactique avec la NEB

L'exercice de numérisation de l'espace de bataille (NEB) de la 2^{ème} brigade blindée, qui s'est déroulé en juin dernier, a permis de tirer de nombreux enseignements tactiques.

Ainsi, la numérisation réduit les délais nécessaires au processus décisionnel tout en l'améliorant. Par ailleurs, la vision à la fois plus complète et plus actuelle donnée par la situation tactique de référence (STR) accroît sensiblement la réactivité des GTIA. Il convient cependant pour la brigade de ne pas privilégier la conduite au détriment de la planification.

Pour la conduite des actions complexes, comme la relève sur position, la NEB permet au commandement de mieux contrôler (au sens anglo-saxon du terme) la manœuvre et de coordonner les appuis. Elle est particulièrement bien adaptée à une bonne coordination d'action des systèmes d'armes agissant dans la profondeur (manœuvre des effets).

Dans le domaine de la tactique, les gains apportés par la NEB s'appuient sur une plus-value importante dans l'élaboration et la diffusion des ordres, dans la fiabilité, la tenue et la mise à jour des situations tactiques. Il faut cependant bien veiller ne pas se laisser enfermer dans un monde virtuel. La vérification sur le terrain reste plus que jamais de mise.



Au prix d'une cinquantaine de blessés, le BATFRA aura tenu le tribunal, protégé et évacué les forces de l'ONU. Surtout, par un strict contrôle du feu, il aura interdit toute exploitation médiatique et évité un embrasement généralisé.

Certains points étaient sans doute perfectibles.

Le risque identifié de saturation de la zone a conduit à sous-dimensionner toutes les cellules. Le PC TAC du chef de corps aurait nécessité un troisième cadre pour assurer d'emblée une coordination plus étroite avec les forces sur place. De même, il était prévu de s'appuyer initialement sur les postes santé de la MINUK.

Or leur doctrine privilégie une évacuation rapide au détriment du tri initial : le rôle 2 a été rapidement submergé. Il faut privilégier la chaîne nationale de bout en bout. Enfin, la gestion des blessés doit faire l'objet d'un drill poussé dans les unités de combat : la mise à l'abri, la récupération des munitions et la mise en sécurité de l'armement doivent faire l'objet de procédures éprouvées.

A contrario, la planification poussée et le backbrief détaillé ont donné à tous une compréhension claire de la mission. Les relations de confiance établies au sein du bataillon ont permis une parfaite exécution de la manœuvre, à la limite des conditions normales d'emploi, en particulier de la part de la compagnie belge qui défendait la moitié du périmètre. L'habitude prise dès le début du mandat de tirer les enseignements à chaud avait permis d'identifier le besoin d'un DIA² spécialisé dans l'ouverture d'itinéraire et de l'entraîner. Sa mise en œuvre a garanti en permanence la liberté de circulation entre le tribunal et la zone arrière. Enfin, la parfaite maîtrise du

feu et surtout le courage personnel des capitaines commandant ont permis de tenir le dispositif.

Cet épisode souligne une nouvelle fois la complexité de la maîtrise de la violence.

La mesure et la progressivité sont essentielles, car une victoire tactique locale n'exclut pas la défaite stratégique (l'exploitation d'images à sensation peut entraîner un embrasement généralisé ou faire basculer la communauté internationale).

Elle n'exclut pas la détermination pour garder l'ascendant et préserver ses hommes. Elle suppose le courage de monter aux extrêmes, lorsque les agresseurs sont individuellement identifiés.

La complexité est accrue dès lors que plusieurs niveaux de violence cohabitent. A un coin de rue d'intervalle, les situations peuvent être radicalement différentes, aussi les unités doivent-elles savoir faire preuve de réversibilité dans l'action. En effet, dans un même secteur peuvent cohabiter une foule lançant des projectiles divers dont quelques grenades, et des tireurs embusqués prenant la troupe directement à partie. Des principes comme l'exclusivité des munitions à létalité réduite et conventionnelles sont à revoir.

Le contrôle de foule en situation insurrectionnelle nécessite un entraînement et des moyens qui vont bien au delà de ceux du maintien de l'ordre traditionnel. Ils doivent être pris en compte car l'emploi de la population en tant qu'arme n'est jamais à exclure, sur aucun des théâtres actuels.

Colonel Pascal LANGARD*
COMSUP Polynésie Française

* Ex-Chef de Corps 1^{er} RIMa

2 Détachement interarmes

La préparation d'une OMLT : retour d'expérience de la 9^{ème} BLBMa

Former une OMLT¹ consiste à monter un détachement d'assistance opérationnelle à part entière (11 Off ; 30 S/Off ; 9 MDR).

Si valorisant soit-il, un tel effort de qualification et de préparation paraît difficilement réalisable pour chaque projection. Il s'agit dès lors, pour le régiment désigné et la brigade, de capitaliser cet acquis en pérennisant une structure de préparation de leurs futures OMLT.

Reconstituer un détachement d'assistance opérationnelle² ?

- **Sélectionner** : la montée en puissance de l'OMLT de la 9^{ème} BLBMa a consisté pour le 3^{ème} RIMa, corps pilote, à remodeler une unité d'assistance opérationnelle interarmes. La sélection de cinquante officiers, sous-officiers et marsouins de la brigade³ pour constituer le nouveau DAO 9 a pris pour bases les compétences et expériences cumulées de chacun, fantassin, blindé, artilleur, spécialiste du guidage aérien, sapeur, transmetteur, et leur capacité à se remettre en cause physiquement, moralement et techniquement⁴.
- **Préparer** : articulée autour de semaines de préparation centralisée à Vannes, la mise en condition avant projection s'est échelonnée sur sept mois, soit trois mois de travail en commun

dont sept semaines d'entraînement collectif. Cinq séjours en centres ou camps d'entraînement nationaux⁵ ont permis la préparation du détachement au combat en milieu montagneux, la maîtrise des procédés d'exécution enseignés à l'armée afghane⁶, l'entraînement au mentoring, la réflexion tactique.

Un regard lucide sur le théâtre afghan et sur les particularités de la mission OMLT justifiait un tel effort.

Exploiter : pérenniser le DAO 9

A nouveau, les détachements d'assistance opérationnelle s'avèrent nécessaires pour fournir une aide aux armées étrangères de pays en reconstruction, contexte où l'intelligence de situation et le savoir-faire de petites unités autonomes primeront. Pérenniser le DAO 9 au retour des OMLT⁷ ira en ce sens. Cette structure interarmes, s'appuyant sur les unités spécialisées⁸ de la brigade, permettra de constituer le socle des futures équipes. Le concept de DAO ainsi rénové complète la création récente des GCP et GCM et contribue, à un moment où le besoin opérationnel est avéré, à combler l'intervalle trop large observé entre forces spéciales et unités de mêlée.

Face à la multiplication des solutions retenues par les différentes brigades, au terme de cette préparation volontairement exigeante, force est de constater qu'il est nécessaire

d'adapter rapidement nos structures à un engagement qui ne saurait se satisfaire du combat des restes.

Les revers sont aussi là pour nous y encourager : *«Il y a eu deux batailles dans la même journée ; j'ai perdu la première, j'ai gagné la seconde, c'était la bonne»* (Bonaparte, à propos de Marengo, 1800).

Lieutenant-colonel Jean-Bruno DESPOUYX*
Bureau emploi plan/9^{ème} BLBMa

*Chef BOI 3^{ème} RIMa jusqu'à l'été 2009.

1 *Operational mentoring liaison team* : équipe opérationnelle de mentorat (ou tutelle) et de liaison.

2 *«Les détachements d'assistance opérationnelle sont en priorité destinés à être engagés en actions extérieures dans des missions d'instruction, d'assistance, de renseignement ou de combat.»* (général Lagarde - 1979). Les DAO du 3^{ème} RIMa et du 2^{ème} RIMa ont été dissous en 1998, malgré d'ardents et illustres défenseurs du concept.

3 Composition du détachement : 3^{ème} RIMa : 25 pax ; 2^{ème} RIMa : 8 ; 11^{ème} RAMa : 6 ; 1^{er} RIMa : 4 ; 6^{ème} RG : 5 ; CCTMa : 1 ; 16 GA : 1.

4 A titre d'exemple, passage du Diplôme de compétence linguistique (DCL) de niveau 2 ou 3 pour tous.

5 CNEC, CEITO, Caylus, CNAM, Courtine.

6 *Combat patrol, base defense, coordination and search, urban operations, react to ambush.*

7 Le DAO prend implicitement la place de la SAED au 3^{ème} RIMa.

8 DAO du 3^{ème} RIMa, SAED du 2^{ème} RIMa, SLRO du 6^{ème} RG, DLOP du 11^{ème} RAMa.

«Opérations Distribuées¹» en Assoungha²

Le Régiment d'Infanterie Chars de Marine (RICM), renforcé d'éléments de la 9^e BLBMA³ et d'une section des forces spéciales Slovènes, a constitué le noyau dur du bataillon multinational centre (BMN-C), force d'entrée en premier de l'opération EUFOR Tchad – RCA de février à juin 2008. Constitué à Ndjamena au lendemain de l'offensive rebelle et de la RESEVAC⁴ qui s'ensuivit, le BMN-C a traversé le Tchad aux ordres du colonel Garnier, appuyé par les Mirage F1 du dispositif Epervier⁵. Nomadisant jusqu'à Forchana situé à 40 kilomètres de la frontière soudanaise d'Adré, il bâtitra en quelques jours sa base principale et opérera d'emblée, dans des conditions caractérisées par la rusticité⁶ et initialement l'isolement⁷.

Cadre général de l'action.

Le mandat défini par la résolution du conseil de sécurité des Nations unies⁸, décliné dans les ordres du FHQ⁹, précise les 3 volets de la mission de la Force : contribuer à la protection des civils en danger ; faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations ; contribuer à la protection des infrastructures et du personnel des Nations Unies et assurer sa liberté de circulation.

Etendue sur 45 000 km², la zone d'action (ZA) du BMN-C rassemble plus de 100 000 réfugiés soudanais dans un rayon de 50 km autour de Forchana dans 4 camps, et près d'autant de déplacés tchadiens. Adossée au Soudan, où la majorité des groupes rebelles tchadiens stationne à une centaine de kilomètres de Forchana, elle offre peu de profondeur de manœuvre au bataillon, qui ne dispose pas de préavis en cas d'offensive rebelle depuis le Darfour, où inversement les bandes armées sévissant au Tchad peuvent rapidement se réfugier. Les forces armées Tchadiennes sont

essentiellement concentrées sur la garnison d'Adré.

La situation sécuritaire dégradée découverte à l'est du Tchad est caractérisée par une criminalité élevée à but de prédation (embuscades sur les axes, attaques par arme à feu sur les marchés ou dans les camps, vols de bétail) conjuguée à une violence interethnique qui se traduit par de nombreuses exactions (vols, viols et assassinats), des actions punitives et un cycle de représailles sans fin.

Cette situation est aggravée par la libre circulation des armes de guerre, le règne de la loi du silence et une forte solidarité clanique, qui rendent toute velléité d'investigation judiciaire illusoire. Dans ce climat d'impunité généralisée, les ONG sont victimes de pressions parfois accompagnées de menaces voilées, qui nourrissent leur sentiment d'insécurité et amènent certaines à cesser d'opérer dans la région.

Phase initiale : prise d'initiative, effort renseignement.

Disposant d'un volume de forces réduit¹⁰ (2 UE), le BMN-C a adopté d'emblée un mode opératoire très mobile visant à acquérir rapidement une image exacte de sa zone et des modes d'action de ses adversaires potentiels en «scannant» sa ZA (5 pelotons) sans jamais négliger la protection préventive et réactive (QRF) de ses mouvements et emprises (3 pelotons). «Montant» ses sections spécialisées (mortiers, antichars) en pelotons portés de reconnaissance, le BMN-C déploie ses ERC dans chaque patrouille pour familiariser les populations à leur vue et afficher des capacités crédibles sans cantonner les ERC dans un rôle d'ultime recours. Ces choix permettent au BMN-C d'opérer en limite d'extension de ses capacités de soutien déterminantes (postes de secours, ELI et HF), en activant en

permanence et simultanément de nombreuses patrouilles de sécurisation et de recherche de renseignement de niveau peloton, de portée et durée différentes, disposant d'un soutien adapté. En tout temps, le BMN-C avait ainsi de l'ordre de 70% de ses troupes en opération hors de la «FOB» de Forchana.

Pour compléter la cartographie de sa ZA, le BMN-C s'est connecté sur 3 réseaux d'information.

1 En référence au concept des «Distributed Operations» de l'US Marine Corps : action coordonnée de petites unités dispersées dans toute la profondeur de la zone d'action, capables de se reconfigurer rapidement, se renforcer mutuellement et faire intervenir des appuis. (USMC. A Concept for Distributed Operations-Headquarters USMC, 25 avril 2005)

2 Département de l'est du Tchad, frontalier du Soudan.

3 EMT, 1 escadron blindé ERC 90, train de combat n°2 et 1 peloton de protection du RICM. 1 CEA du 2^e RIMA, renforcée d'1 SAM et TACPY du 11^e RAMa, une section d'aide au déploiement du 6^e RG.

4 Le précurseur du RICM (chefs du BOI, du BML et du peloton transmissions) a pu participer directement à la conduite de la RESEVAC et assurer ensuite la montée en puissance du BMN-C pendant près de 4 semaines.

5 Appui renseignement quotidien (1 Patrouille M.F1) des colonnes face au risque d'une relance de l'offensive rebelle.

6 Aucune infrastructure, pas de climatisation zone vie (chaleur avoisinant les 50°C en journée), RCIR, pas de téléphonie ni Internet Welfare pendant toute la durée de son mandat, etc.

7 Le BATLOG et le BATALAT ne seront déployés qu'un mois et demi après le BMN-C, qui sera la seule force déployée à l'Est d'Abéché en mars et avril.

8 RCSNU 1778, 25 septembre 2007

9 Combined Joint Order n°1 (CJO1) et Joint Coordination Order n°1 (JCO1).

10 La compagnie d'infanterie Roumaine du BMN-C ne rejoindra finalement jamais le théâtre.

¶

Co localisé avec le siège régional de l'*UNHCR* et des principales ONG, le BMN-C a établi des procédures de coordination et d'échange d'information avec les **opérateurs humanitaires** (veille du réseau de sécurité de l'*UNHCR*, prévisions de mouvements à 48h des ONG, réunions, etc.) ainsi qu'avec les autorités tchadiennes qui partagent avec lui des intérêts convergents (veille du réseau gendarmerie, etc.). Les contacts entretenus par ailleurs avec les autorités militaires tchadiennes, dans le respect de l'impartialité de l'*EUFOR*, ont permis d'éviter des tirs d'hélicoptères sur l'unité du BMN-C déployée à proximité de la frontière soudanaise (méprise avec des intrusions rebelles). Enfin la posture du BMN-C, bienveillante vis-à-vis des populations et agressive envers les groupes armés, permet aux chefs de pelotons de recueillir chaque jour les confidences des conseils de villages, révélant les antagonismes, connexions et modes d'action des groupes armés.

Phase d'exploitation : restaurer la sécurité générale.

A l'issue de cette phase initiale, le BMN-C va adapter ses modes d'action à la lumière d'un triple constat :

- les moyens comptés mais puissants du BMN-C, dissuasifs vis-à-vis des groupes armés rebelles et des Janjaweed, sont **peu adaptés** pour contrer les menaces non militaires pesant sur les personnes que l'*EUFOR* doit protéger ;
- la Force **ne dispose pas des ROE requises** (contrôler, fouiller, désarmer, établir des zones assorties de restrictions)¹¹ ;
- le succès de la mission et la crédibilité du bataillon, fortement sollicité par les populations, reposeront sur son aptitude à restaurer la sécurité malgré ces limitations.

Le BMN-C mène donc des **opérations coordonnées avec les forces de gendarmerie tchadienne**, seules habilitées à neutraliser les menaces potentielles¹² (fouilles, saisies d'armes, arrestations) et conduit des **opérations à géométrie variable** afin de conserver l'initiative :

- **sécurisation ciblée**, dans les zones pauvres et étendues, l'activité économique génère la prédation. Les **jours de distribution** de vivres dans les camps de réfugiés ou de semences aux déplacés, les **routes de transhumance** saisonnières sud-nord des grands troupeaux, qui génèrent des flux économiques, ouvrent des fenêtres de risque. Le BMN-C démultiplie son action lors des **marchés**, qui concentrent ponctuellement dans le temps et l'espace des populations venant de loin : il y empêche les crimes, recueille du renseignement et façonne les perceptions (l'action du BMN-C est tôt connue au Soudan).
- **sur renseignement** (origine ONG, sous-préfecture, etc.) qui se concrétisent par mise en place de contre-embuscades de nuit sur zones d'embuscades pressenties le long des axes.
- **en réaction** par des manœuvres de **poursuites d'agresseurs, bouclages** ou **interposition** entre villages afin d'éviter des massacres interethniques, en recourant à une combinaison déploiement de forces-conciliation (en recherchant l'implication d'une tierce partie tchadienne).
- **a priori**, en concentrant temporairement (96h) dans un secteur sensible de la ZA l'ensemble des moyens disponibles appuyés par des moyens aéromobiles, pour y marquer un effort. Ces **opérations de saturation, déstabilisantes**, ont permis l'interpellation de bandits armés et la saisie d'armes.

Utilisation des appuis – Effort 3D.

L'aptitude à obtenir rapidement des **feux air-sol au niveau des pelotons**¹³ confère une grande liberté d'action au BMN-C, qui conserve ses mortiers à Forchana pour y assurer la défense de la base. L'appui hélicoptères sera déterminant dans le cadre des opérations de poursuites/bouclage, pour empêcher agresseurs et groupes armés de fuir au Soudan. Enfin, les *Slots* d'entraînement CAS alloués (2 par semaine) sont mis à profit pour conduire des *Show of Force* ciblés dans les secteurs les moins sécurisés de la ZA.

Gestion de la multinationalité.

Si la maîtrise des procédures UE et de l'anglais opérationnel, impérative au niveau de l'EMT (rédaction des ordres et CR, liaisons phonie avec le *FHQ*) est acquise¹⁴, le choix de **multinationaliser un bataillon** constitue une contrainte lourde, l'intégration d'un seul élément anglophone imposant de basculer tout ou partie de son réseau tactique en langue anglaise. L'anglais opérationnel doit alors être maîtrisé jusqu'aux plus bas niveaux.

11 L'activation de ROE élargissant les prérogatives de la Force, demandée au commandant de l'opération par le Force Commander le 3 mai 2008, sera refusée.

12 Ce choix permettra en outre au BMN-C de ne pas s'impliquer dans le règlement des litiges de propriété tout en aidant la gendarmerie tchadienne, placée devant ses responsabilités, à reprendre durablement l'initiative dans cette zone.

13 Tous les chefs de peloton, les CDU et 50% des officiers du CO ont été qualifiés ECAS Operator à Ndjama/Massaguet avant le déploiement vers l'Est et ont effectué plusieurs guidages de Mirage F1. Le TACPY du bataillon sera prioritairement adapté aux détachements les plus isolés et lointains.

14 La quasi-totalité des officiers du CO étaient anglophones.

Le CDEF vous informe (DSRO)

Un nouveau JANUS pour l'entraînement des forces

Une nouvelle version de la simulation JANUS a été déployée à l'été 2009 dans les écoles d'armes de mêlée, d'appui et à l'école d'état-major. Trois axes d'effort caractérisent cette version : la communication avec les SIC, la refonte de l'ergonomie, l'entraînement des unités logistiques de niveau 4.

La communication avec le SIR via le composant ESTHER¹ a été mise à niveau, simplifiée et supporte la version Windows XP du SIR.

ESTHER est en effet issu d'un plan d'étude amont (PEA) et est soutenu depuis 2006 par la DSRO.

L'ergonomie a été entièrement revue afin de simplifier le travail de l'opérateur. Une fonction améliore notamment le rendu 3D du terrain en vue 2D (estompe) tout en conservant la capacité pour un même opérateur de gérer simultanément un grand nombre d'unités. Les nouvelles fonctionnalités logistiques sont issues du RETEX des exercices BELOUGA conduits à l'école d'état-major par la 2^{ème} brigade logistique.

De nouveaux modèles et données ont également été intégrés afin de renforcer les possibilités d'entraînement aux opérations les plus probables (IED, NEDEX).

Ces évolutions ont immédiatement reçu un accueil favorable de la part des centres qui avaient pu les tester lors de tests en charge réalisés dans les organismes de formation.

En complément, le nouvel éditeur de scénario accompagnera cette version dès septembre 2009. Il permettra une plus grande rapidité de préparation des exercices, optimisant ainsi les tâches des superviseurs et administrateurs.

CEN Lionel CLAVEL
Officier de projet JANUS

¹ ESTHER : Environnement Synthétique de Théâtre pour l'Entraînement des PC d'unités.



Enfin le BMN-C a fait le choix payant¹⁵ de binômer systématiquement sa section Slovène à une unité française afin de faciliter son acculturation aux spécificités africaines et la familiariser avec les modes d'action du bataillon.

Au bilan, l'action du BMN-C a contribué au retour de près de 20 000 déplacés. Par sa **mobilité** et son **ubiquité**, témoin de l'action ou de la passivité des uns et des autres, le bataillon s'est attaché à créer une **obligation d'action** pour l'ensemble des acteurs responsables du soutien (OI et ONG) et de la sécurité (gendarmerie tchadienne) des populations. Le général Nash, qui s'est

fait présenter le mode opératoire du BMN-C à Forchana le 10 avril, a demandé à ce que tous les bataillons de la force l'adoptent.

Colonel Jean-Pierre FAGUÉ*
Division emploi EMA

*Ex-chef de BOI du RICM et chef opérations du BMN-C

¹⁵ Le BMN-C n'a ainsi pas eu à gérer les conséquences de réactions inappropriées que d'autres contingents européens, se méprenant sur des attitudes locales, ont pu avoir, tel le tir à la munition gomme-cogne de sentinelles d'un contingent Nordique sur des enfants tchadiens qui s'approchaient de leur enceinte à Abéché, provoquant un émoi considérable parmi les populations.

Lutte contre IED¹ : au-delà de la sensibilisation

La prise en compte du danger constitué par les IED a déclenché des actions très nombreuses, qu'elles concernent les équipements, les qualifications du personnel, les tactiques et les modes d'actions employés...

Parmi ces actions, les sensibilisations dispensées au cours des MCP sont indispensables et doivent être comprises comme une adaptation réactive à un élément nouveau survenu sur le théâtre. Mais il est certainement temps, maintenant, de **les compléter par une action en profondeur**, en dépassant le cadre des MCP pour investir le champ des entraînements (c'est déjà un peu le cas), celui de l'instruction collective et surtout celui de l'**instruction individuelle**.

Sur le théâtre afghan, la grande majorité des IED détectés le sont à vue, lors des reconnaissances : les «bonnes pratiques» enseignées lors des sensibilisations et décrites dans le Mémento de lutte contre les IED sont vitales et efficaces. C'est bien pour cela qu'elles méritent d'être intégrées à nos célèbres «actes réflexes et actes élémen-

taires du combattant» qui figurent au programme des formations générales. Dans le même mouvement, les formations du sapeur pourraient être actualisée par les apports des engagements récents. Il s'agit d'intégrer la lutte contre IED dès les premières formations de spécialité et de continuer à faire évoluer l'instruction «MINEX» en augmentant encore les capacités d'action contre les pièges de combat.

En bref, il s'agit de profiter de l'expérience des engagements actuels pour actualiser le contenu de nos formations et de profiter des instructions initiales et élémentaires, générales ou de spécialité, pour commencer à enseigner au plus tôt les bonnes pratiques, vitales sur les théâtres d'opération : le «5/25», le «5C» ont toute leur place et surtout leur utilité auprès des FOMEC, SMEP et VITAL !

Colonel Patrice QUEVILLY*
Centre des Hautes Etudes Militaires

* CdC 6^{ème} RG jusqu'à l'été 2009.

¹ IED : Improvised Explosive Device : engin explosif improvisé (artisanal)